

Profil régional :

## Afrique subsaharienne

En 2005, les pays d'Afrique subsaharienne comptaient près de 16 millions de migrants internationaux, qui représentaient 2,1 % de la population totale, et en outre une diaspora de migrants de la région vivait en dehors de celle-ci, apportant ses contributions au sous-continent par les rapatriements de salaires et l'interaction économique avec leurs pays d'origine.

La lente augmentation du nombre de migrants dans le sous-continent (en 2004-2005, 265 000 de plus seulement) est due en grande partie à la réduction continue du nombre de réfugiés, tombé de 5,4 millions en 1990 à 2,75 millions en 2005. Cela tient au retour des réfugiés dans leur pays d'origine, certains conflits ayant trouvé une solution durant les années 1990.

Le plus important pays d'accueil de migrants dans le sous-continent est l'Afrique du Sud, qui gère au moyen d'accords bilatéraux l'admission temporaire de travailleurs migrants originaires des pays voisins qu'elle emploie dans le secteur minier. Selon une étude, la pauvreté augmenterait de 15 % environ au Lesotho si les travailleurs migrants employés dans les mines d'Afrique du Sud devaient cesser leur rapatriement de salaires.

La migration à l'extérieur de la région a récemment attiré l'attention de la communauté internationale en raison des efforts désespérés de migrants de l'Afrique de l'Ouest pour entrer clandestinement en Europe par la voie maritime, ainsi que des pertes humaines qui en ont été la conséquence; cette situation a débouché sur de nouveaux efforts de coopération régionale (*voir ci-après*).

La diaspora subsaharienne a adressé une fraction considérable de ses gains aux familles restées dans le pays d'origine. *Voir tableau 1.*

### Les dix pays d'Afrique subsaharienne ayant bénéficié en 2004 des rapatriements de salaire les plus élevés

	6		Lesotho
	7		Ouganda
	8		Maurice
<b>Classement</b>	9	<b>Pays</b>	Mali
1	10	Nigéria	Togo
2		Soudan	
3		Afrique du Sud	
4		Sénégal	
5		Kenya	

## **Rapatriement de salaires**

<b>(en millions de dollars É.-U.)</b>	<b>Pourcentage du PIB</b>
2 751 dollars	3,6
1 403	7,0
521	0,2
511	6,7
494	3,3
355	25,9
291	3,7
215	3,14
154	3,1
149	7,2

Source : Division de la population, ???UN Department of Economic and Social Affairs

Dans un rapport à un colloque de l'ONU tenu en juin 2006 à Turin (Italie), la Commission économique pour l'Afrique a déclaré : "Bien que le débat relatif à l'impact de la migration internationale sur le développement en Afrique ait été essentiellement dominé par la perte d'Africains qualifiés en faveur du monde développé, un ensemble croissant d'indices montre que la migration internationale a des effets positifs sur le développement social et économique de l'Afrique".

Les rapatriements de salaires effectués par les migrants et leur effet multiplicateur sur les revenus constituent une ressource essentielle pour les foyers qui les reçoivent, selon la CEA. Le supplément de ressources ainsi mises à la disposition de ces foyers fait de ceux-ci des agents du développement local et national. Agissant en liaison avec des associations fondées sur la communauté d'origine, des groupes d'investissement et des groupes religieux, un nombre croissant de migrants participent à des activités transnationales qui aident à intégrer les pays africains dans l'économie mondiale; des centaines d'ateliers et fabriques de dimension moyenne ou petite, des entreprises commerciales ou agricoles ont été créées par les rapatriés, introduisant des connaissances acquises durant la migration, et créant des possibilités d'emploi, des profits et des compléments à l'assiette de l'impôt.

La CEA cite des études montrant que les familles kényennes bénéficiaires de rapatriement de salaires ont amassé un capital productif plus important que les autres familles; au Burkina Faso, la population subsistant au-dessous du seuil de pauvreté a diminué de 7,2 % dans les ménages ruraux du fait des rapatriements de salaires; les familles zimbabwéennes qui ont réussi à diversifier la répartition des membres du foyer grâce à la migration ont généralement un niveau d'instruction supérieur à celui des ménages sans migrants; et les enfants sud-africains vivant dans un ménage qui compte un travailleur migrant et en a reçu des fonds couraient un risque sensiblement moindre d'abandon scolaire au niveau primaire ou secondaire que les enfants vivant dans les ménages sans travailleurs migrants.

Néanmoins, les migrations ne se soldent pas toujours par un “gain en cerveaux”. La Conférence sur le commerce et le développement (ONU) évalue à 184 000 dollars le coût pour l’Afrique du départ de tout cadre ou membre des professions libérales. La CEA note que le départ des agents sanitaires de l’Afrique vers les pays riches a entraîné un important déficit de compétences essentielles dans le secteur sanitaire. Dans certains pays, la proportion des médecins formés sur place qui sont partis dans les pays de l’OCDE est fort élevé. Selon les statistiques de l’Organisation mondiale de la santé pour 2006, plus de 12 000 médecins formés en Afrique du Sud travaillent maintenant dans un pays de l’OCDE. Par comparaison, il y a un peu moins de 33 000 médecins qui exercent dans le pays. Plus de 900 médecins formés au Ghana travaillent dans un pays de l’OCDE, contre 3 240 praticiens au Ghana, d’après les chiffres de l’OMS.

L’aggravation des crises humanitaires causées par le courant de plus en plus fourni des migrants subsahariens vers l’Europe ont débouché sur la réunion d’une conférence entre l’Union africaine et l’Union européenne, qui s’est tenue en juillet 2006 à Rabat (Maroc). Cette première rencontre au niveau ministériel entre l’Europe et l’Afrique pour débattre de la migration a abordé le problème dans le contexte de la promotion du développement et en examinant comment la migration peut s’avérer un facteur positif. Parallèlement à une promotion de l’assistance aux victimes de la traite des humains et à un renforcement de la coordination des mesures de sécurité pour endiguer le flux de la migration transfrontalière illégale, des mesures ont été examinées en vue de freiner l’exode des cerveaux de l’Afrique au moyen de partenariats entre institutions techniques et scientifiques et d’une coopération plus étroite en matière de formation professionnelle.

Établi par le Département de l’information de l’ONU, en coopération avec la Division de la population et le Département des affaires économiques et sociales de l’ONU